

a donné. C'est pourquoi il lui faut à tout prix se dépêcher de se restructurer afin de pouvoir résoudre de manière efficace les graves problèmes qui assaillent le Canada. Neuf mois se sont écoulés depuis le 25 juin et je pense qu'il est temps que nous fassions démarrer ce ministère, car une tâche géante l'attend.

• (8.30 p.m.)

**Une voix:** Vous avez oublié la Chine communiste.

**M. Lundrigan:** C'est vrai, monsieur le président, j'ai oublié la Chine communiste. Par ailleurs, je suis heureux d'entendre le ministre dire qu'un amendement sera apporté à l'article 25 (1) car je pense qu'il est très urgent de procéder à des consultations avec les provinces sur tous les points. Personne ici sans doute n'approuve les décisions unilatérales sur des questions qui touchent plus d'une partie.

Je voudrais parler maintenant de ce que j'appelle la science de la technocratie. Je ne pense pas que l'expression soit nouvelle. Je ne nierai pas que l'une des plus importantes tâches du gouvernement est de décider comment utiliser au mieux ses ressources économiques. Mais je critique tout gouvernement qui n'utilise que des critères économiques pour justifier ses décisions. On doit faire intervenir d'autres facteurs—des facteurs d'humanité. Quand nous parlons d'utiliser des méthodes plus humaines dans la chasse au phoque, nous devons toujours nous souvenir que les gens ont besoin d'être traités avec encore plus d'humanité.

Bien souvent, il semble que certains députés de tous les partis et certains fonctionnaires deviennent insensibles aux besoins du peuple, et cela me tracasse. Dans bien des cas, les programmeurs d'ordinateurs qui fondent leurs décisions uniquement sur la statistique ne sont pas ceux qui favoriseraient l'expansion de la collectivité et instaureraient la justice sociale au Canada. Je crains que certains subalternes du ministre sont avant tout et toujours des statisticiens, des économistes qui établissent le programme des ordinateurs et fondent leurs décisions sur les données de robots, sans tenir compte de la sensibilité des gens ni de l'importance à accorder à l'élément humain.

J'ai écouté attentivement le ministre parler de la région Atlantique en novembre dernier. Je l'ai écouté à la Chambre et en comité. J'ai écouté le député qui siège à ma droite parler de la mobilité des gens, du programme de rétablissement et de la doctrine du centre de croissance. C'est très bien tout cela. Personne ne s'oppose au rétablissement et aux centres

de croissance, pourvu que cette doctrine soit assez vaste pour englober certaines des idées que professe mon honorable ami le chef de l'opposition.

Toutefois, si le gouvernement s'imagine pouvoir réduire effectivement les disparités régionales en se servant de Montréal comme modèle, il vaut mieux oublier la région atlantique du Canada, car il n'est pas possible d'appliquer à cette région le concept en vogue à Montréal. L'Atlantique et le Nord du Canada sont dans l'ensemble des régions différentes. Mobiliser des gens simplement pour les mobiliser ne résoudra pas le problème. J'ai écouté le chef de l'opposition parler du concept des centres de croissance. J'aimerais que le gouvernement fonde ses décisions touchant les centres de croissance sur les ressources qu'il y a à exploiter plutôt que sur la mobilisation et le parachutage de personnes dans des régions qui, on l'espère, deviendront productives. Le ministre des Pêches et le ministre chargé de l'expansion régionale conviendront, j'en suis sûr, qu'on a déjà provoqué des situations tragiques en déplaçant des personnes de régions à demi-productives à des régions non productives. Les personnes ainsi déplacées ont perdu leur identité, leurs traditions et leur mode de vie, parce qu'elles espéraient obtenir certains services à meilleur marché.

Toute véritable tentative, en vue de faire disparaître ces disparités exigera un grand nombre de méthodes différentes. Une seule méthode, même si elle est louable comme celle qui est utilisée à l'égard des centres d'expansion, ne pourra pas être couronnée de succès.

La principale tâche à laquelle devra se consacrer le ministre sera d'obtenir la collaboration des autres ministères de l'État. Presque tous les députés qui ont pris la parole aujourd'hui y ont fait allusion. Au cours des neuf derniers mois, les Canadiens ont fait face à un double danger. Le gouvernement a pris neuf mois à organiser la mise en marche du ministère. Il est à espérer que d'ici 12 mois, il sera en pleine activité. J'en ai déjà parlé. D'autres ministères de l'État fonctionnent à leur façon. J'aperçois le ministre des Finances qui vient d'arriver à la Chambre. Au début de l'année, il a avoué que le programme gouvernemental de compressions et de restrictions avait provoqué une hausse du chômage dans la région atlantique. J'ai déjà eu l'occasion de parler du ministre des Transports. Il est tellement pris par les problèmes des aéroports de Montréal, de Toronto et de Vancouver qu'il a complètement oublié les autres petits aéroports du Canada. Ce n'est pas une façon de régler le problème de la disparité régionale.

[M. Lundrigan.]